

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2025-2026 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

2. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

 - a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
 - d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

 - e) les sommes dépensées pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
 - f) le but visé par chaque dépense;
 - g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
 - h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

 - i) les sommes dépensées pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
 - j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
 - l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - m) le but visé par chaque dépense;
 - n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
 - o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

3. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

 - a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
 - b) le but recherché par chaque dépense;
 - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

4. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

5. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.

6. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

7. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) les distributeurs d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
8. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le coût des contrats téléphoniques;
 - b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
 - e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
 - f) les coûts d'acquisition des appareils;
 - g) le coût d'utilisation des appareils;
 - h) les noms des fournisseurs;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) les iPad ou autre type de tablette électronique.
- 9.
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
 - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
 - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
 - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
 - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2027 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.

- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

10. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) le propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

11. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

12. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

13. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la masse salariale totale par cabinet;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - si l'employée a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
14. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin d'assignation, s'il y a lieu;
 - les prévisions pour 2026-2027.
15. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - les prévisions pour 2026-2027.
16. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - par catégorie d'âge ;
 - prévisions pour 2026-2027.
17. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- le nom de la personne;
 - le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

- 18.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
 - d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.
- Ventiler le montant total par catégories.
- 19.** Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
- 20.** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
 - g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement
 - h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
 - i) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - j) le responsable du contenu sur le site.
- 21.** Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
- a) les régions et les villes visitées;
 - b) les personnes rencontrées;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;
 - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- 22.** La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 :
- a) le détail des mandats;
 - b) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - f) l'objet;
 - g) les dates.
- 23.** Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
- 24.** Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.

25. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.
26. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
27. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
28. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
29. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
30. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
31. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
32. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
33. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :
 - a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
34. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
35. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure:
 - g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

36. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure:
n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.
37. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
38. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 :
- a) Les sommes dépensées;
 - b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
39. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
40. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :
- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
41. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :
- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
42. Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « Lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :
- a) Les dates;
 - b) L'endroit précis;
 - c) La liste des personnes présentes;
 - d) L'ordre du jour;
 - e) Les procès-verbaux;
 - f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
43. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.
- a) Nombre de stagiaires reçus;
 - b) Heures de stages effectués;
 - c) Rémunération totale déboursée.
44. Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones :
- a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
45. Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.
46. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.
47. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

48. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
49. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
50. Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :
- a) le nombre d'employé·es recruté·es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres);
 - b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés;
 - c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement);
 - d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger;
 - e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire;
 - f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger;
 - g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international;
 - h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'œuvre locale.
51. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 :

- a) les endroits et dates du départ et de retour ;
- b) la copie des programmes et rapports de mission ;
- c) les personnes rencontrées ;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants ;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant ;
 - les détails de ces ententes ;
 - les résultats obtenus à ce jour ;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Centre des Compétences Futures *Future Skills Centre*

Resilient Workforce Working Table Meeting #4

Toronto, Ontario – le 14 octobre 2025

Coût : 639,24 \$

Congrès national de la paie Calgary

Du 3 au 6 juin 2025

Coût : 861,25 \$

Conférence des partenaires de Green Shield Administration 2025

Conférence relative aux régimes d'assurances

Burlington, Ontario – du 27 au 29 octobre 2025

Coût : 1019,00 \$

Réunion printanière du CCDA 2025

Rencontre du Conseil Canadien des directeurs de l'apprentissage

Saskatchewan, Regina – du 28 au 30 mai 2025

Coût : 732,42 \$

Réunion automnale du CCDA 2025

Rencontre du Conseil Canadien des directeurs de l'apprentissage

Ottawa, Ontario – du 4 au 7 novembre 2025

Coût : 1059,31 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-2

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement ;
- b) le but visé par chaque dépense ;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement ;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement ;
- f) le but visé par chaque dépense ;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'évènement ;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement ;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité ;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié) ;
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
- m) le but visé par chaque dépense ;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'évènement ;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Pour l'année 2025

Titre de l'événement	Sujet de l'événement	Montant total dépensé
Perspectives économiques 2026 dans l'industrie de la construction	Événement de dévoilement des perspectives économiques 2026 de l'industrie de la construction	25 644,49 \$
Conférence de presse – projet COUD CCQ	Présentation des résultats de la première cohorte COUD en électricité au CIMIC en Beauce	399,54 \$
TOTAL		26 044,03 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-3

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement ;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie ;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 ;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense ;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Pour l'année 2025 :

Fournisseur	Sujet de la formation	Montant
Infopresse	Allocutions et discours : rédigez des textes porteurs d'écoute et de sens	899 \$
HEC	Communications : prévenir et gérer les crises	12 932 \$
LORD - Humance	Exercez votre influence durable et transformez votre approche de communication	1 709 \$
Les rendez-vous de la création de contenu	Rendez-vous de la création de contenu	390 \$
Infopresse	Sommet communications internes : meilleures pratiques pour mobiliser	723 \$
	TOTAL	16 653 \$

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). Toutefois, la dernière formation mentionnée ci-dessus ne figure pas dans les renseignements actuellement diffusés en ligne. <https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-4

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme ;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final) ;
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé) ;
- d) la date d'octroi du contrat ;
- e) le coût total y compris les avenants et/ou suppléments ;
- f) l'échéancier ;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Veillez vous référer à l'annexe.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-4

CONTRATS CCQ 2025

Contrat d'achat	Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (av. taxes)	Mode de sollicitation
460000773	Quest Software Canada US-W et CAD-D	Renouvellement du support des 700 licences Entreprise Reporter suite	14 924 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000807	GAZON PRO	Service d'entretien des espaces extérieurs au bureau de Sherbrook	6 150 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000811	SOFTCHOICE LP	Renouvellement de l'outil AutoCad du 18 janvier 2025 au 17 janvier 2026	5 330 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000818	ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION I	renouvellement de deux serveurs HP	6 619 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000839	MACKINNEY SYSTEMS INC.	Renouvellement Mackinney	16 645 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000846	CONVERGINT TECHNOLOGIES LTD	renouvellement Genetec Advantage pour 1 camera Omnicast	7 114 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000852	CÉGEP MARIE-VICTORIN Services aux entreprises	Formation pour la préparation à la retraite - Mi-carrière et Session de préparation à la retraite 2025	13 300 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000853	NATRIX TECHNOLOGIES INC.	Renouvellement de licences virtuelle Barracuda	24 030 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000859	CYDERES INC.	Renouvellement du support et de la la maintenance des serveurs et licences Infoblox	14 300 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000861	POSTMAN INC. Postman inc.	Renouvellement logiciel facilitant le développement, les tests et la gestion des API pour 2025	7 200 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000862	ELIXIR TECHNOLOGIES CORPORATION	Renouvellement du logiciel Elixir	14 381 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000872	ALVÉOLE	Location d'une ruche au siège social	7 823 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000881	MANURI-FORMATION INC.	Deux formations "Développer votre résilience face aux changements" et une formation "Seconder votre gestionnaire: une priorité" pour 2025	8 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000882	GROUPE CONSEIL CFC INC.	Formation "Sens politique et pouvoir d'influence"	5 100 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000887	ACTUALISATION IDH INC.	Services pour une formation destinée à rendre les techniciens de main d'oeuvre plus efficaces en tant qu'instructeurs	8 200 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000889	ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DE L CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION DU	Contrat de publicité	9 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000898	HUMANCE INC	Coaching exécutif	13 600 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000900	TRADUCTIONS MARC LETREMBLE	Services de traduction et de révision de contrats juridiques	13 535 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000901	MÉDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C. utiliser 1002773	Contrat de publicité pour des super bannières	6 300 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000902	PHOTOGRAPHESCOMMERCIAL	Service de photographe pour les besoins de la PDG et de la CCQ	20 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000903	HÉLÈNE OUELLET	Contrat de services de conception graphique pour les besoins du centre de reprographie	10 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000904	JOSIAN MOISAN CONSEIL INC.	Service de coaching	7 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000915	ITI INC.	Serveurs physique pour POC pour redondance serveur ISE à Québec	23 119 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000917	NOVIPRO INC.	Maintenance des licences Spectrum pour gestion des 3 San IBM Valide du 1er avril 2025 au 31 mars 2026	5 069 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000919	LES PRODUCTIONS SYNC INC.	Service de sonorisation pour conférence de presse du 28 février 2025	12 237 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000924	MSCI Limited	Achat de licence afin d'avoir accès aux constituants des indices de références	5 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000925	GDA-SERVICES IMMOBILIERS INTEGRES I	Révision de la valeur municipale de notre bureau régional de Val d'Or, situé au 518, rue Giguère	12 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000939	GROUPE SHAREGATE INC.	Renouvellement de Sharegate qui permet la gestion des sites Sharepoint (et aussi Teams): migration, copies,reporting documents/ permissions.	12 590 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000944	CYBERIMPACT INC.	Services d'utilisation de logiciel SAAS en ligne	23 484 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000947	SCHINDLER ELEVATOR CORPORATION C/OT	Services d'entretien des ascenseurs du siège social	20 842 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000948	BEANFIELD TECHNOLOGIES INC.	Acquisition d'un lien Internet afin de continuer les opérations suite à la suppression par le MCN de leur projet RGT/MPLS.	21 960 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000950	MELTWATER NEWS CANADA INC.	Abonnement à un service d'information numérique nous permettant d'effectuer une vigie sur certains médias sociaux.	22 995 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000951	CONVERGINT TECHNOLOGIES LTD	Ajout de 2 boutons panique au bureau régional de la Mauricie-Bois-Francis	7 409 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000953	LA SOCIÉTÉ JURICOMPTABLE INC.	Formation - Techniques d'entrevue et de perception (Niveau 1)	16 066 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000955	MESURE MEDIA INC.	Analyse médiatique de l'évolution de la réputation de la CCQ et de son industrie dans les médias	18 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000956	SEGUIN MORRIS INC.	Contrat de service annuel pour l'entretien des refroidisseursau siège social et des refroidisseurs au BRM.	16 600 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000957	TYCO INTEGRATED FIRE & SECURITY	Contrat d'inspection des dispositifs de protection incendie (gicleur sous eau, gicleur sec, système pré-actions et pompes incendies) présent au siège social et au BRM pour la période 2025.	21 891 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000958	EDILEX INC	Formation juridique et atelier de rédaction dans Edilexexpert	9 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000961	LES ARTISANS DU PAYSAGE DU QUÉBEC I	Contrat de service pour l'entretien des espaces extérieurs au bureau de Québec pour la période de 2025	5 277 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000962	Centrale Thermique B.C. Plus Inc.	Contrat pour l'achat de produits de traitement de l'eau de tour de refroidissement, visite des installations et analyse de légionnelle pour la période d'opération pour les bâtiments siège social et BRM.	23 562 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000963	WAJAX (GÉNÉRATRICE DRUMMOND)	Contrat d'entretien et test de bancs de charge des génératrices des bâtiments du siège social et du bureau de Mascouche.	17 434 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000964	GROUPE CONTEX INC.	L'Événement Carrières 8 et 9 octobre 2025	6 868 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000967	MLS ARCHITECTES INC.	Honoraires architectes pour déménagement des bureaux de la CCQ à la Place 2000	12 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000968	SQUAREDUP INC.	Renouvellement 1an SquaredUp Connect - Unlimited Open Access Dashboard Users	24 811 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000970	IBISWOLD. INC	Plateforme d'intelligence économique qui fournit des rapports détaillés sur les industries et secteurs d'activité	6 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000971	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	Services de recherche pour validation d'adresses canadiennes	20 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000972	ROCKET SOFTWARE CANADA INC. (US)	Rocketsoftware	18 331 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000975	MP SOLUTIONS INC.	Contrat d'entretien des unités au toit au bureau de Val-d'Or	10 177 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000977	RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON	Services de fiscalité en vue de la présentation de la production des déclarations finales des IFDP	10 448 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000978	FIDEMA GROUPE CONSEILS INC.	Offre de service et plan d'action pour les assurances de dommages de la CCQ	17 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000980	TECHNOLOGIES DOMOPLUS INC.	Support des salles (BYOD, Codir, PDG et Habitat 67)	23 626 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000981	REGULVAR INC.	Ajout du module "Énergie et rapports" à notre licence du logiciel "enteliWEB" de "Delta Control"	7 333 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000983	Foxit Software Incorporated	Renouvellement de Foxit PDF Editor Software Assurance (Phantom PDF)	6 173 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000985	HUMANCE INC	Démarche de coaching de développement	7 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000988	TECHNOLOGIA FORMATION	Formation - Gestion du changement: faciliter l'adhésion de l'équipe	6 324 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000992	CHUBB FIRE & SECURITÉ CANADA	Inspection de système d'alarme incendie pour les bâtiments siège social et BRM pour l'année 2025.	21 482 \$	Gré-à-gré sous seuils
460000993	LES COMPRESSEURS ADEC LTÉE.	Contrat d'entretien des compresseurs à air au siège social et bureau régional de Montréal	9 334 \$	Gré-à-gré sous seuils
460001010	SARAH-JANE TURCOT INC.	Service de coaching/accompagnement dans un dossier de relations de travail avec une employé de la DRF.	9 950 \$	Gré-à-gré sous seuils

Contrat d'achat	Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (av. taxes)	Mode de sollicitation
4600001019	Copicom Solutions inc.	Renouvellement de la maintenance de Papercut, logiciel de gestion d'impression installé sur des imprimantes multifonctions (MFP)	8 228 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001020	DILIGENT CANADA INC.	Renouvellement de l'ACL TM Analytics, qui est un logiciel d'analyse utilisé par les audits internes.	12 412 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001021	ÉQUIPEMENT MCF INC.	Contrat d'entretien des équipements de levage pour les périodes 2025 à 2028	11 160 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001030	SERVICES TRIAD INC.	Services d'accompagnement pour valider le plan de soutien au projet de transformation numérique	16 250 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001033	ASCENSEURS VERTEC INC.	Contrat d'entretien de l'ascenseur au BRM et fonds pour appels de service en cas de bris ou arrêt de l'ascenseur.	7 800 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001035	SOLUTIONS BOOSTA INC.	Conception d'un coffre à outils pour de l'autoformation	15 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001037	DAVID SHOTLANDER	Services de traduction, de révision et de services connexes à être fournis à la CCQ	20 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001038	RECRUTEUR TOTEM INC.	Services visant à recruter une ressource permanente afin qu'elle agisse à titre de Conseiller(ère) juridique en matière de gouvernance	22 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001041	PETRO HITECH CONSTRUCTION INC.	Contrat d'inspection du système pétrolier pour les bâtiments siège social, bureau de Montréal et Mascouche pour les périodes 2025 à 2027.	8 995 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001043	SOFTCHOICE LP	Acquisition de l'outil Article 360	5 650 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001058	FISCHER INTERNATIONAL SYSTEMS CORP.	Licence IOF	19 890 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001060	Taillage de haies Sherbrooke	Contrat pour le taillage de haies au bureau de Sherbrooke pour les périodes de 2025 à 2027.	5 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001063	BENOIT RACETTE SERVICES-CONSEILS IN	Exercice de gestion de crise	12 944 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001065	REGULVAR INC.	Ajout module enteliVAULT sur licences EnteliWEB	7 332 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001069	DÉNEIGEMENT FM INC	Contrat de déneigement et épandage d'abrasifs pour les périodes 2025-2026 au bureau de Mascouche	16 450 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001071	LES SOLUTIONS OUTSIDESOFT INC.	Acquisition de SimpleSondage Entreprise, utilisé pour les sondages clientèles et sondages internes.	5 980 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001076	BÉTON BARRETTE INC.	Contrat pour services de déneigement au bureau de Val-d'Or	13 470 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001077	DRUIDE INFORMATIQUE	Renouvellement de l'abonnement au PMA pour les 50 licences Antidote bilingue utilisées par le service à la clientèle et les 1600 licences Antidote française utilisées par la CCQ	17 100 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001078	DESIGN ESPAZIO INC.	Réaménagement d'espaces intérieur au bureau de St-Bruno et Québec	7 200 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001083	SERVICENOW INC.	Crédit pour cours de formation ServiceNow	17 194 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001085	ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE ETS-FORMATION	Développement d'une grille de validation pour les devis de perfectionnement des travailleurs/travailleuses de l'industrie	7 940 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001092	REGULVAR INC.	Banques d'heures pour effectuer des travaux d'intégration de nouveaux éléments et programmation dans le système de contrôle de bâtiment Regulvar pour trois bureaux.	13 725 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001093	AUERBACH, DAVID	Réaménagement du vestibule d'entrée SALQ au bureau régional de Montréal	12 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001094	AUERBACH, DAVID	Standardisation des processus CAD	9 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001104	LES SOLUTIONS VICTRIX INC.	Prolongement des services de gestion des vulnérabilités	8 550 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001120	NAVADA LTEE	Service d'entretien des chaudières et chauffe-eau du siège social et du bureau régional de Montréal pour la période 2025-2026.	23 803 \$	Gré-à-gré sous seuils
4600001145	THOMSON REUTERS CANADA	Abonnement d'un an à la base de données La Référence (Thomson Reuters)	7 590 \$	Gré-à-gré sous seuils

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-5

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles*.

Ci-dessous, la liste des projets informatiques de plus de 500 000 \$.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

Nom	Nature	Statut	Coûts 2025
Programme Mistral	<p>Le programme Mistral est un chantier d'importance qui permettra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de favoriser l'autonomie pour les employeurs, les salariés et les associations avec de nouvelles fonctionnalités libre-service. • de gagner du temps et une plus grande flexibilité à l'aide de services en ligne qui offriront une expérience améliorée et simplifiée. <p>Contient les projets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Documentation des règles d'affaires • Dossier Client • Relation portail client • Gestion de contenu • Rapport mensuel et sujets connexes • Infrastructure architecture et assurance qualité • Intelligence d'affaires • Historisation Conversion Intégration Décommissionnement Phase 2 	En cours	34 471 077 \$

RG-5

Programme de Modernisation	<p>Implantation des mesures découlant de la Loi modernisant l'industrie de la construction (2024, c.19). Elle vise notamment à accroître la productivité de l'industrie, notamment par grande souplesse et une meilleure polyvalence sur les chantiers, favoriser une meilleure organisation du travail, notamment par une plus grande mobilité de la main-d'œuvre sur le territoire québécois, faciliter l'accès des femmes et des personnes représentatives de la diversité de la société québécoise. Des mesures visant à optimiser le régime de négociation et à renforcer le rôle et la gouvernance de la CCQ sont égales incluses.</p> <p>Contient les projets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programme de modernisation • Modernisation - Livraison novembre 2024 • Modernisation - Livraison T1 2025 • Modernisation - Livraison impacts Mistral 	En cours	535 679 \$
Projet intégré d'intelligence d'affaires	Le Projet intégré d'intelligence d'affaires (PIIA) vise à développer des nouveaux outils analytiques (Tableaux de bords, rapports, libre-service) de façon agile et en fonction des priorités de la CCQ.	En cours	1 173 016 \$
Gouvernance de données	Le projet vise à définir et mettre en place à l'échelle de l'organisation 1) l'organisation de gouvernance 2) les processus de gouvernance (inventorier, documenter et protéger les données critiques) ainsi que 3) les outils de la gouvernance dans le but 1) d'améliorer la sécurité et la gestion des risques liés aux données de la CCQ et 2) d'encourager l'accès aux données, la littératie des données et l'émergence d'un langage commun.	En cours	623 873 \$

Données préliminaires – états financiers non finalisés

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 MARS 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-6

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement des données
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité ;
- d) la liste des fournisseurs ;
- e) une copie du plan de déploiement.

Fournisseurs	Coûts réels (sans taxe)
Azure	3 963 880,82 \$
AWS	10 160,91 \$
TOTAL	3 974 041,73 \$

Aucun coût pour pénalités car nous payons à l'utilisation.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-7

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) les distributeurs d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Direction générale de la CCQ
1^{er} janvier au 31 décembre 2025

Remboursement de frais de transport	7 311,75 \$
Remboursement des frais d'hébergement	1 517,25 \$
Remboursement des frais de repas	1 335,28 \$

La Commission de la construction du Québec (CCQ) est un organisme non budgétaire.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

<https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-8

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliations, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) les coûts d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Frais d'itinérance	6 816,72 \$ (Bell)
Coût dépassement des forfaits	0 \$ (Bell)
Coûts résiliation	1 108,05 \$ (Bell) 57,00 \$/mois restant – Voix & Données (Bell) – Compagnie A 65,00 \$/mois restant – Voix & Données (Bell) – Compagnie B 0,00 \$/mois restant – Données (Bell) – sans appareil 0,00 \$/mois restant – Voix (Bell) – sans appareil

Pour les sous-questions a), f), g), h), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, parag. 25). <https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-9

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2027 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : le nombre de départs volontaires,

RG-9

ventilé par raisons du départ.

- 1) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 MARS 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location ;
- b) la superficie totale pour chaque local loué ;
- c) le coût total de ladite location ;
- d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- e) la durée du bail ;
- f) le propriétaire de l'espace loué ;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation ;
- h) la superficie réellement occupée ;
- i) la superficie inoccupée ;
- j) le coût de location au mètre carré ;
- k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Voir annexe.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location, et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27).

<https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-10

ÉTUDE DES CREDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10-Annexe

Emplacement	Durée du bail	Coût d'aménagement
Rimouski 188 rue des Gouverneurs	Varie de 5 ans à 10 ans	0 \$
Saguenay 1299 des Champs Élysées		0 \$
Mauricie 225 rue des Forges, suite 100		0 \$
Gatineau 225 Montée Paiement au rez-de-chaussée		0 \$
Gatineau 225 Montée Paiement au sous-sol		0 \$
Sept-Îles 598 Boul. Laure, bureau 112		0 \$
St-Bruno-de-Montarville 1060 Rue Parent		0 \$
Val-D'Or 450, 3 ^e Avenue, local 205	6 mois	0 \$
Baie-Comeau 550 Boul. Blanche	La Commission de la construction du Québec conclut une entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures (SQI) qui est renouvelée annuellement.	0 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés ;
- b) La valeur estimée de ceux-ci ;
- c) Les coûts d'entretien annuel ;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux ;
- b) les coûts ;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Pour l'année financière 2025, voici les informations concernant les travaux d'aménagement survenus :

- b) 34 791,33 \$ (plus taxes)
- c) Entreprises de construction Profil Inc. et Groupe Ameublement Focus Inc.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant ;
- b) le titre de la fonction ;
- c) l'adresse du port d'attache ;
- d) la masse salariale totale par cabinet ;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant ;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- h) la description de tâches ;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025 ;
- j) le nombre total d'employés au cabinet ;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée ;
- l) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne ;
- b) le poste occupé ;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle ;
- e) la date de l'assignation hors structure ;
- f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu ;
- g) les prévisions pour 2026-2027.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial ;
- b) le salaire ;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu ;
- d) la date de la mise en disponibilité ;
- e) les prévisions pour 2026-2027.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.) ;
- b) par catégorie d'âge ;
- c) prévisions pour 2026-2027.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne ;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme ;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;
- d) l'assignation initiale ;
- e) l'assignation actuelle ;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun ;
- b) le fournisseur ;
- c) la nature du service ;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

	2025
Total des abonnements imprimés	13
COÛT	5 786,50 \$

	2025
Total des accès électroniques	61
COÛT	298 044,82 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

CORIM :

Gouverner l'IA pour des emplois durables : Dialogue stratégique France-Canada. 3 billets 345 \$

Chambre de commerce du Montréal Métropolitain :

- Conférence – Charles Emond, Directeur général de la Caisse de dépôt et placement du Québec. 10 billets 1 035 \$
- Midi conférence – Laurent Ferreira, président chef de la direction Banque Nationale. 3 billets 480 \$
- Conférence – Jean Boulet, ministre du Travail. 10 billets 1 050 \$
- Midi conférence Lavery – Paolo Cerruti, cofondateur Northvolt. 2 billets 320 \$

Chambre de commerce de l'Est de Montréal :

Conférence – Dîner-conférence avec le ministre Jean-Boulet. 10 billets 1 086 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web ;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site ;
- c) les coûts de construction du site ;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) ;
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois ;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement ;
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines ;
- i) la fréquence moyenne de mise à jour ;
- j) le responsable du contenu sur le site.

- a) Le nom du site Web : ccq.org
- b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Nexio (refonte 2019)
- c) Les coûts de construction du site : 302 275 \$ (refonte 2019)
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour : 173 140 \$
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte : 0 \$
- h) Entre 20 \$ et 60 \$ par domaine annuellement (45 noms de domaines)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-21

Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées ;
- b) les personnes rencontrées ;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ;
- d) les raisons du déplacement ;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;
- f) les coûts ventilés ;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

La liste exhaustive de tous les mandats et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 :

- a) le détail des mandats ;
- b) le coût (déplacements, etc.) ;
- c) le nombre de ressources affectées ;
- d) le nombre de rencontres ;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre ;
- f) l'objet ;
- g) les dates.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-23

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

Le détail des crédits périmés et reportés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

La Commission de la construction du Québec n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Pour l'année 2025 :

Subvention du gouvernement du Québec
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Accès construction
6 340 900 \$

Subvention du gouvernement du Québec
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
Programme de formations de courte durée (COUD)
47 644 \$ (portion utilisée en 2025 – enveloppe totale de 6 M\$)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

La Commission de la construction du Québec n'a pas de primes au rendement ni de bonis.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 MARS 2026

RG-27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 MARS 2026

RG-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-29

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 MARS 2026

RG-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-30

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 MARS 2026
RG-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-31

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 MARS 2026
RG-32

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

La CCQ n'est pas visée par la directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor. Une directive administrative interne encadre toutefois le remboursement de tels frais.

Du 1er janvier au 31 décembre 2025 : 127 602 \$

Nombre d'employés visés : 96

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels :

- Association de la retraite et des avantages sociaux (ARASQ)
- Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)
- Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée (AAPI)
- Association of Certified Fraud Examiners (ACFE)
- Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec (ARGP)
- Barreau du Québec
- Centre canadien pour la Diversité et l'inclusion
- Centre patronal SST
- Chartered Financial Analyst (CFA) Institute
- Customer Experience Professionnels Association (CXPA)
- École nationale d'administration publique (ÉNAP)
- Institut Canadien des actuaires (ICA)/ Society of actuaries (SOA)
- Institut National de la paie
- Institute of Internal Auditors
- ISC2 (Cybersecurity Certification)
- Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA)
- Ordre des CPA du Québec
- Ordre des Ingénieurs du Québec
- Ordre des psychologues du Québec (OPQ)
- Project Management Institute (PMI)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-33

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun achat de crédits carbone pour l'année 2025.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-34

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

La CCQ utilise son budget opérationnel et n'utilise pas les crédits budgétaires gouvernementaux pour la réalisation de son Plan d'action à l'égard des personnes handicapées.

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2025-2027 est disponible sur le site Internet de la CCQ au <https://www.ccq.org/fr-CA/En-tete/qui-sommes-nous/engagement-personnes-handicapees>.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-35

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

La CCQ utilise son budget opérationnel et n'utilise pas les crédits budgétaires gouvernementaux pour la réalisation de son Plan d'action de développement durable.

Le Plan d'action de développement durable 2023-2027 (la mise à jour pour la période 2025-2027) est disponible sur le site Internet de la CCQ au https://www.ccq.org/-/media/Project/Ccq/Ccq-Website/PDF/Communications/DeveloppementDurable/PADD_2023-2027_MAJ-2025.pdf?rev=3a824775a860430b8eea088a6d2400b1&sc_lang=fr-CA

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-36

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-37

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Un montant total de 91 500 \$ a été comptabilisé dans notre année financière se terminant le 31 décembre 2025.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-37

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-38

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 :

- a) les sommes dépensées ;
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Plusieurs initiatives ont été réalisées en lien avec le soutien aux employés en matière de santé mentale. Ces initiatives ont été prises à même nos budgets opérationnels.

- Maintien du programme d'aide aux employés et à la famille et bonification des services en santé mentale (PAEF, Santé mentale + et services ponctuels du fournisseur DIALOGUE)
- Accompagnement au retour à la santé des employés par l'offre de soutien financier en réadaptation en santé mentale
- Formation *Comment soutenir un employé victime d'un événement à potentiel traumatique* pour membres RH et gestionnaires VPVE
- Midi-Discussion : Les premiers secours psychologique
(*Impact santé, Formateur des programmes de secourisme de la Croix-Rouge*)
- Sensibilisation à la prévention du suicide et développement d'une page permanente sur l'espace RH
- Promotion de la santé mentale par la santé sociale
 - *Bonification de l'espace RH par des articles et cartes humoristiques de soutien*
- Chroniques SST mensuelle en lien avec la santé mentale
 - *Soutenir votre collègue ayant été exposé(e) à un événement potentiellement traumatisant - Juillet 2025*
 - *Tolérance zéro à l'égard de la violence – Sept. 2025*
- Poursuite des démarches d'identification et de prévention des risques psychosociaux; (Consolidation de la démarche antérieure, interprétation de données de sondage)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-38

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-39

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 MARS 2026

RG-39

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Initiatives de santé globale : 300,00 \$

Concours : Sondage sur les initiatives de santé globale.

Tirage de trois remboursements supplémentaires d'une valeur de 100,00 \$ chacun.

L'objectif est d'inciter les employés à pratiquer des activités favorisant la santé et le mieux-être dans le cadre du programme offert à tous les employés qui leur permet d'obtenir un remboursement d'une valeur de 100,00 \$ annuellement.

Semaine de la santé et la sécurité au Travail : 200,00 \$

Concours : Testez vos connaissances en SST.

Tirage de deux lampes de luminothérapie.

L'objectif est de mettre en place diverses activités afin d'informer les employés et employées sur les risques liés à la santé et à la sécurité en milieu de travail, et de promouvoir une culture de prévention à l'égard des risques physiques et psychologiques au travail.

Movember – la moustache en folie : 450,00 \$

Concours : Se prendre en photo avec une moustache.

Tirage d'un chèque cadeau de 300,00 \$ et d'un chèque cadeau de 150,00 \$.

L'objectif est de sensibiliser les employés à la cause des problèmes de santé qui touchent les hommes.

Semaine du Service à la clientèle : 1 000,00 \$

Cartes prépayées – Commerce au choix de l'employé (20 x 50,00 \$)

L'objectif est de souligner et reconnaître le travail des employés en prestation de service durant la Semaine du service à la clientèle. L'expérience client est une priorité du plan stratégique de la CCQ et celle-ci souhaite se démarquer en la matière. Elle vise à être reconnue pour sa prestation de services de qualité. L'ambition est d'amener au-delà de 80 % le taux de satisfaction de notre clientèle, actuellement à 68 % (nov. 2024).

Campagne ENTRAIDE 2025 : 1 155,00 \$

Tirage d'un moitié-moitié lors de la journée de la DFP (21 octobre 2025). 310,00 \$ collecté dont la moitié a été remis à la personne gagnante et l'autre moitié remis à Entraide (155,00 \$).

Chèques-cadeaux – Commerce au choix de l'employé (10 x 100 \$).

Les objectifs sont d'accroître la participation financière des employés de la CCQ à la campagne annuelle ENTRAIDE et de les inciter à faire un don en utilisant la plateforme électronique utilisée par ENTRAIDE.

Mistral : Total 200,00 \$

Cartes cadeaux prépayées Visa (4 x 50,00 \$)

Objectifs : Tirage au sort hebdomadaire des employés en présentiel les plus mobilisés durant la phase de validation finale de la solution Mistral.

Campagne Xcellence client : 2 000 \$

Cartes prépayées – Commerce au choix de l'employé (20 x 50\$)

Livre « De kessé l'expérience client ? » de Daniel Lafrenière (50 x 20 \$)

L'objectif est de s'améliorer, et même de se démarquer, en matière d'expérience client. Nous souhaitons que notre organisation soit reconnue pour sa prestation de services de qualité.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-40

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-41

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'étant pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*, les noms des employés ne seront pas communiqués.

- a) 38 employés étaient affectés aux communications et/ou aux affaires publiques pour l'année 2025.
- b) Total des charges liées aux biens et services pour l'année financière terminée le 31 décembre 2025 : 2 062 234 \$.
- d) Les sommes investies en veille médiatique : 34 396 \$.
Produite par Référence Média.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-41

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « Lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.).

Aucune rencontre de planification stratégique de type « Lac-à-l'épaule » n'a été tenue en 2025.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 MARS 2026

RG-42

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) nombre de stagiaires reçus ;
- b) heures de stages effectués ;
- c) rémunération totale déboursée.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-43

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones :

- a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Aucune dépense n'a été engagée afin de réaliser des consultations auprès des Autochtones. Les consultations ont pris fin en 2024 avec le lancement du Plan d'action de l'industrie de la construction pour l'inclusion des Premières Nations et des Inuit.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-44

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

L'information sur le PAE est inscrite en réponse à la question RG-38.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-45

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-46

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-46

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Les infractions pénales que nous documentons sont transmises au DPCP via le bureau des infractions et amendes pour suivi approprié.

Les sommes perçues découlant d'infractions pénales sont versées au Fonds consolidé du revenu du Québec et ne sont pas remises à la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-48

Indiquer la valeur des actifs possédés ; meubles et immeubles.

Valeur comptable nette au 31 décembre 2025 (données préliminaires non auditées en date du 24-02-2026) :

50 461 081\$	Bâtiments
1 850 753 \$	Mobilier, équipements et autres
4 317 820 \$	Équipements informatiques
56 629 654 \$	

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

RG-48

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-49

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 MARS 2026

RG-49

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-50

Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :

- a) le nombre d'employé·es recruté·es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres);
- b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés;
- c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement);
- d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger;
- e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire;
- f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger;
- g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international;
- h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'œuvre locale

- a) Aucun recrutement à l'international en 2025.
- c) Des services d'accompagnement pour des embauches avant 2025 ont été tenus en 2025 pour un total de 26 125 \$ en honoraires et de 21 123 \$ en frais gouvernementaux.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-51

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Membres du Conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec

Le mandat du Conseil d'administration consiste à s'assurer que la gestion de la CCQ est conforme à la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (Loi R-20) et aux règlements qui s'y rattachent.

NOMS	HONORAIRES
Francine Sabourin	
Manon Bertrand ⁽²⁾	1 600 \$
Pierre Brassard	
Éric Boisjoly	
Sonia Morissette ⁽¹⁾	35 962 \$
Michel Trépanier	200 \$
Sylvain Gendron	
Maxime Rodrigue	
Sylvie Mercier ⁽¹⁾	27 743 \$
Luc Vachon	900 \$
Jean-Guy Sénécal ⁽¹⁾	36 539 \$
Yasser Chtaini ⁽¹⁾	25 321 \$
Julie Senecal	500 \$
Marie-Renée Roy - PCA ⁽³⁾	36 000 \$
Louise Hélène Davey ⁽¹⁾	33 156 \$
Christian Tétreault	

(1) La rémunération des administrateurs indépendants de la CCQ est fixée selon le décret 1023-2014.

(2) La rémunération des administrateurs (autres qu'indépendants) de la CCQ est fixée selon le décret de nomination 457-2012.

(3) La rémunération de la présidente du Conseil d'administration de la CCQ est fixée selon le décret de nomination 1275-2023.

Membres du Comité des technologies de l'information

Le Comité des technologies de l'information a pour mandat d'analyser l'architecture des technologies de l'information et son évolution et d'analyser le plan d'investissement et de développement des technologies de l'information (TI).

NOMS
Sonia Morissette
Manon Bertrand
Louise Hélène Davey
Luc Vachon
Jean-Guy Sénécal
Marie-Renée Roy - PCA

Membres du Comité de placement

Le Comité de placement a pour rôle d'encadrer la gestion des fonds sous la responsabilité de la CCQ. Il veille à en favoriser la croissance et à en optimiser les rendements, et ce, dans une perspective de préservation du capital.

NOMS
Sylvain Gendron
Alexandre Ricard
Jean-Michel Houdet
Jean St-Onge
Nicolas Roussy
Dominic Robert
Christian Tétreault
Yvan Brunelle
Michel Toupin
Jean Robichaud

Membres du Comité de gouvernance, d'éthique et des ressources humaines

Le Comité veille à ce que les règles appropriées soient en place pour une saine gouvernance et la conduite des affaires de la CCQ en toute éthique.

NOMS
Sylvie Mercier
Sonia Morissette
Yasser Chtaini
Michel Trépanier
Julie Senécal

Membres du Comité d'audit

Les travaux du Comité de vérification visent entre autres à s'assurer de la mise en place d'un plan pour l'utilisation optimale des ressources, de mécanismes de contrôle interne adéquats et efficaces ainsi que d'un processus approprié de gestion des risques.

NOMS
Jean-Guy Senécal
Sylvie Mercier
Éric Boisjoly
Manon Bertrand

Ces informations se retrouveront également dans le Rapport annuel de gestion 2025 de la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 MARS 2026